

d'exécution de la loi à la frontière influent-elles sur les décisions des migrants d'entrer au Canada?

- Si l'on se penche sur les questions liées aux maladies infectieuses, quels sont les besoins des migrants et des populations mobiles sur le plan des conseils et des interventions médicales pour les personnes en déplacement. Quels types de programmes sont nécessaires pour atténuer les risques, chez les populations migrantes, des maladies liées aux déplacements (malaria, parasites, VIH, tuberculose, etc.)? En cette ère de double citoyenneté, quelles pratiques internationales de contrôle des maladies importe-t-il de mettre en œuvre? Dans ce domaine, le pouvoir réglementaire nécessaire pour une gestion efficace du risque est-il en place à l'échelle mondiale?
- Quelles sont les implications sur la santé du mouvement des populations, surtout des réfugiés et des personnes admises pour des raisons humanitaires, dont plusieurs proviennent d'endroits présentant un important risque pour la santé publique? Une coordination internationale entre pays d'accueil serait-elle nécessaire afin de gérer cet aspect de façon plus efficace, au lieu que chaque pays traite de la question de manière individuelle? Une collaboration internationale serait-elle nécessaire afin d'élaborer des normes de gestion des risques que posent le pays d'accueil pour la santé des personnes choisies pour l'immigration ou la réinstallation?
- Quels sont les enjeux en matière la sécurité de la santé publique relativement à la migration des médecins? Quelles pourraient être les répercussions, sur les risques pour la santé au Canada et dans d'autres pays d'accueil, du mouvement des professionnels de la santé récemment formés, qualifiés en gestion de nouveaux risques pour la santé et provenant de pays en voie de développement?

6) Logement et voisinages

Le lien entre l'accès aux logements à prix abordable et la concentration résidentielle des nouveaux arrivants et des membres d'une minorité, d'une part, et l'intégration réussie des nouveaux arrivants, d'autre part, est devenu de plus en plus marqué au cours des dernières années. Les logements, et les voisinages dans lesquels ils sont situés, ont des répercussions

évidentes sur la création de réseaux sociaux, sur l'accès aux occasions d'emploi, sur l'accès aux espaces publics et sociaux et la participation au sein de ceux-ci, sur la nature et la disponibilité des services sociaux, ainsi que sur le sentiment général de sécurité, pour ne nommer que ceux-ci. Cette question prioritaire permettra de mieux comprendre la dynamique qui sous-tend le logement, les voisinages et l'intégration dans la société canadienne.

Les questions de recherche relatives aux politiques peuvent comprendre les suivantes :

- Quelles sont les principales caractéristiques du « cheminement en matière de logement » des immigrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile? Quelles sont les stratégies employées par ces groupes pour obtenir et conserver un logement au Canada? Les situations qu'ils vivent dans le secteur du logement privé et du logement public sont-elles similaires? À quels genres d'obstacles et de discrimination les nouveaux arrivants et minorités doivent-ils faire face? Lorsque leurs efforts pour trouver du logement s'avèrent infructueux, dans quelle mesure les individus ont-ils recours aux services offerts et aux réseaux sociaux afin d'obtenir de l'aide dans leurs recherches? Lorsque les immigrants ou les réfugiés vivent des périodes de sans-abrisme, quels sont les tendances et les scénarios de ces épisodes? Sachant que certains immigrants et réfugiés sont plus susceptibles de se trouver en des situations de besoin grave en matière de logement, quelles en sont les répercussions sur le sans-abrisme en général?
- Quelles sont les principales intersections entre l'immigration et les minorités, d'une part, et l'accessibilité aux logements à prix abordable dans l'ensemble du marché canadien du logement, d'autre part. La situation est-elle différente dans le marché locatif et le marché de la vente? De quelle manière les immigrants influent-ils sur ces marchés? Quelles sont les répercussions de ces marchés sur les immigrants, notamment en ce qui a trait à la ville ou à la région où ils choisiront de s'installer? Existe-t-il des outils de politique publique qui peuvent améliorer la disponibilité et l'accessibilité de logements à prix abordable pour les immigrants et les minorités? De telles politiques demanderaient-elles des modifications à l'organisme de réglementation afin de pouvoir mettre en place des mesures qui

inciteraient le marché privé à construire des logements à prix abordable? Quelles modifications pourrait-on apporter aux politiques, aux échelles fédérale, provinciale, territoriale et municipale, afin d'améliorer la situation de logement des immigrants et des minorités?

- Quelles sont les stratégies d'adaptation employées par les immigrants pour obtenir l'accès au logement? Quels sont les tendances et scénarios des difficultés en matière de logement abordable auxquelles font face les nouveaux arrivants et les minorités en raison de faibles revenus? De quelle façon ces tendances et scénarios varient-ils selon le marché du logement, la catégorie d'immigration ou le groupe minoritaire? Les stratégies d'adaptation donnent-elles lieu aux résultats souhaités? Existe-t-il un lien entre les réseaux sociaux et les tendances d'établissement des minorités? Dans l'affirmative, les résultats économiques et sociétaux des membres de réseaux sociaux spécifiques correspondent-ils aux objectifs des politiques publiques en matière d'intégration, d'inclusion, etc.? Quelles sont les différentes conséquences sociétales, sur la santé physique et mentale par exemple, du logement adéquat, ou inadéquat?
- Existe-t-il des méthodes ou stratégies grâce auxquelles nous pourrions mieux comprendre la capacité ou l'état de préparation des collectivités à intégrer les immigrants et les minorités dans le marché du logement? Par quels moyens serait-il possible de déterminer l'état de préparation des collectivités? Quels seraient les différents éléments de ce concept, en tenant compte notamment de la variance éventuelle entre les besoins des différentes catégories d'immigration ou des différents groupes minoritaires? Un ensemble d'indicateurs pourrait-il être élaboré afin de mesurer l'état de préparation? Cet ensemble comprendrait-il des services spécifiques de logement, comme une formation pour se familiariser avec les aspects fondamentaux du domaine financier?
- Dans quelle mesure les renseignements relatifs au marché du logement et aux services de logement influent-ils sur le processus décisionnel des immigrants avant la migration? Des renseignements au sujet des services logement – pertinents, précis et pouvant servir avant la migration – sont-ils offerts? De quelle manière ces renseignements varient-ils d'une catégorie d'immigration à l'autre, et par quels moyens sont-ils transmis? Des renseignements davantage précis au sujet du marché du logement et des services offerts agiraient-ils sur les décisions quant à l'immigration ou au choix de la destination? Dans la même veine, des sources améliorées de renseignements joueraient-elles un rôle dans les tendances d'établissement des immigrants?
- Comment les voisinages canadiens changent-ils et s'adaptent-ils face à l'entrée de nouveaux arrivants et de minorités sur le marché du logement? La concentration géographique est-elle évidente? Le cas échéant, quels sont les indicateurs sociaux et économiques dont on peut également constater la concentration géographique? Quelles sont les répercussions de cette concentration sur l'intégration sociale et la prestation de services?
- En quoi les écoles et les lieux de culte représentent-ils un carrefour ou un point de rassemblement pour le voisinage? Quelles sont les incidences du sans-abrisme et des risques qui y sont associés sur la réussite scolaire des enfants et des jeunes immigrants membres d'une minorité et, plus généralement, sur les professions en milieu scolaire?
- Dans quelle mesure les enclaves d'immigrants influent-elles sur la situation économique des immigrants? Constate-t-on des tendances selon lesquelles ces enclaves sont davantage en mesure d'offrir un niveau d'emploi concurrentiel en comparaison avec l'économie « dominante »? Les enclaves compliquent-elles l'exécution de la loi en matière d'immigration? Quelles sont les répercussions des enclaves sur les liens interculturels?